



DOCTORAT D'HONNEUR

M. Andrei Marga

1^{er} novembre 2019

**Allocution prononcée par M. Andrei Marga après avoir reçu
un doctorat d'honneur de l'ENAP**

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Chers collègues
Chers diplômés,

Quand l'Université de Tübingen m'a fait l'honneur de m'attribuer sa Médaille d'or, j'ai soutenu une conférence sous le titre *Was habe ich von den Tubinger Professoren gelernt?* (2003). Et j'avais beaucoup à dire, car je faisais partie d'une génération qui avait profité des accords internationaux de mon pays, à partir de 1967, qui ont donné la chance à quelques centaines d'entre nous d'étudier, sur la base d'une sélection allemande, dans des universités de l'Allemagne de l'Ouest.

Que pourrais-je dire aujourd'hui, ici, à l'Université du Québec, tenant compte que, évidemment, je n'ai pas eu la chance d'étudier au Canada.

Premièrement, permettez-moi de vous remercier pour l'honneur que vous me faites pour vous assurer que je suis profondément ému et que je suis sincèrement reconnaissant! Ensuite, je tiens à vous dire dès le début qu'il y a beaucoup de choses qui me lient au Québec et au Canada.

J'ai profité d'un enracinement dans la culture française. Dans une posture similaire à l'Université Paul Valéry de Montpellier, j'ai présenté le discours *Combien de langues apprenons-nous? Hommage à la langue française* (2008). J'ai personnellement plaidé pour prendre au sérieux la part culturelle, scientifique et politique mondiale de la

France, comme c'est la prétention de la Roumanie d'en être une sœur cadette. Dans diverses responsabilités officielles, j'ai eu l'occasion de rendre public ce plaidoyer, et les archives en témoignent.

Au Québec et au Canada me lie le respect que je porte à la qualité de la formation dans la société canadienne. En tant que ministre de l'Éducation nationale de mon pays, j'ai toujours invoqué le fait qu'au Canada avait été atteint le plus haut niveau de formation universitaire dans le monde – ici, 56 % de la population ayant une formation universitaire. Peu de pays s'approchent de ce paramètre, qui ne cesse de gagner en importance!

Au Québec et au Canada me lie l'admiration pour la capacité intégrative de votre société. N'oublions pas que la solution du multiculturalisme mûr et réflexif – différente du melting-pot, mais aussi de la variante la plus récente du multiculturalisme, qui dissout les valeurs et les règles de la vie rationnelle et qui a occupé la scène dans de nombreux pays – est venue d'ici. En tant que recteur de l'Université de Cluj-Napoca, situé dans un environnement de diversité ethnique, culturelle et confessionnelle particulier, qui est la Transylvanie, j'ai connu l'expérience canadienne en la matière et j'ai écrit à ce sujet, à ce que Charles Taylor a proposé, parmi les premiers. En général, le débat novateur du Canada est inspirateur non seulement pour vous, les citoyens de ce pays bien-aimé, mais aussi pour le monde.

Enfin, au Québec et au Canada me lie le fait que je partage pleinement – et mes livres récents et le programme que j'ai mis en place en tant que ministre des Affaires étrangères en sont la preuve – ce qu'un dicton canadien nous transmet, je cite : « Le Canada sera un pays fort lorsque les Canadiens de toutes les provinces se sentiront chez eux dans n'importe quelle partie du pays et sentiront que le Canada, avec tout ce qu'il a, leur appartient. » Cette perspective, nous le savons bien, est celle des États-Unis

d'Amérique, de la Chine, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France. Et elle pourrait bien être celle d'autres pays encore.

Bien sûr, en recevant le titre de docteur *honoris causa* de l'Université du Québec – distinction qui m'honore et dont je vous remercie, encore une fois – je me sens responsable de devenir plus connecté à ces lieux. Cette distinction m'oblige. Par conséquent, mes pensées se dirigent vers l'avenir, d'autant plus que, chez vous, la cérémonie de l'attribution de titres honorifiques est organisée dans la bonne tradition des célébrations de remise des diplômes.

À quoi faut-il s'attendre? Qu'est-ce qui nous attend à l'avenir? C'est la question sur laquelle j'ai insisté ces dernières années, y compris dans les livres que j'ai publiés, dont j'ai eu le plaisir de donner quelques-uns à votre bibliothèque universitaire.

Comme nous le savons bien, après 1990 le monde a changé par la suite des changements en Europe centrale et orientale. Les générations actuelles peuvent profiter d'un monde ouvert aux contacts et aux échanges, gouverné par les valeurs de liberté, de démocratie, de développement.

Mais, à mon avis, ce monde a connu un tournant autour de 2010, quand il est entré dans la correction de la mondialisation et dans la géométrie variable des superpuissances économiques, politiques, militaires, culturelles du monde.

Une analyse allemande nous apprend que, grâce aux changements de la société et à la suite de la mondialisation, de la numérisation et des nanosciences, la personne peut réellement concevoir sa vie pour la première fois (Margret Rasfeld, Peter Spiegel, *EduAction. Wir machen Schule*, Murrmann, Hambourg, 2012, p. 8).

C'est vrai. Mais ce qui inquiète est le fait que nous sommes sur le cours de l'effondrement des certitudes. Nous savons depuis longtemps que la certitude exprimée par Leibnitz, que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, a été ruinée par le tremblement de terre de Lisbonne (1755). La certitude des écrivains des Lumières que les gens procèdent de manière éminemment rationnelle a été infirmée par la Première Guerre mondiale. La certitude que l'économie de marché ne rencontre pas de difficulté a été dissipée par les crises de 1929 et 2008. La certitude que les démocraties pacifient les sociétés a été mise en doute par les glissements dans la dictature, dans la période d'entre les deux guerres et, plus récemment, par la chute dans le formalisme. La certitude que les gens prennent comme limite de leurs actions la vie d'autres gens a été infirmée par Auschwitz. La certitude d'Adam Smith que, une fois libres, les peuples prendront des décisions sages a été contredite par l'émergence des autoritarismes.

Maintenant, nous sommes obligés de prendre en compte le fait que la certitude que le monde se dirige, après 1990, vers des sociétés des libertés citoyennes et de la démocratie se circonstancie elle aussi (voir Andrei Marga, *Societatea nesigură [La Société incertaine]*, Editura Niculescu, Bucarest, 2016). De toute façon, l'histoire ne « s'est pas achevée » comme on l'a cru de façon un peu hâtive.

Reconnaître l'incertitude n'implique pas nécessairement la lamentation ou la peur. Dans une culture de la recherche de solution, comme celle où nous vivons, l'incertitude accrue encourage la lucidité et l'effort de « saisir » plus profondément les choses.

Maintenant, nous sommes conjurés d'approfondir la connaissance pour faire face à l'incertitude. De la même façon, nous sommes provoqués à approfondir la réflexion afin de faire face aux crises économiques, de légitimation, de motivation, etc.

Chaque crise a ses causes et son antidote. On ne surmonte pas la crise de légitimation en augmentant la production et en améliorant la distribution. Et la crise de la

démocratie ne se résout, elle non plus, par les moyens de combattre la crise économique, car elle a des causes institutionnelles et culturelles. Il est évident qu'on ne dispose pas d'une recette universelle pour combattre les crises, leur origine étant éminemment diverse.

D'autre part, nulle crise ne se résout sans résoudre quelques autres crises. Par exemple, de la résolution de la crise économique dépend la résolution de la crise de l'occupation de la force de travail, et puis de celle d'autres crises, même de certaines des crises de l'individu. Nous ne pouvons résoudre les crises de l'individu sans dépasser la crise de la démocratie.

Pouvons-nous cependant trouver un dénominateur commun de ces types de crises? Ma réponse est négative. Nous ne pouvons pas assimiler d'une certaine façon les crises dues à la pénurie avec les crises de l'intégration dans la société ou les crises du sens. Ni les crises du système international avec les crises de la démocratie.

Les divers types de crises peuvent être profilés par des examens factuels et des explications – ce qui est en soi un grand pas en avant. Mais aujourd'hui, nous sommes dans une crise de vision. Nous persistons, en fait, dans des organisations et des politiques vieilles, car nous naviguons dans des interprétations et des idées dépassées par la réalité. Nous persistons dans des simplifications de la culture. Votre compatriote, Frère Marie-Victorin, a eu raison quand il se demandait : « Vouloir limiter arbitrairement les contacts de l'esprit en formation à certains ordres de pensée n'est pas le déformer, le mutiler, j'allais dire le dévitaminer sans retour? » (Science, culture et nation, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2019, p.74). L'interrogation reste actuelle!

Je suis d'avis que c'est l'heure d'une nouvelle voie entre la stagnation et l'aventure – la voie d'une reconstruction. S'il me faut formuler aussi simplement que possible l'idée, je dirais que nous vivons aujourd'hui dans des sociétés où les gens continuent à faire leur

histoire par des actions, actions différentes d'après leur structure, mais ils le font surtout dans quatre systèmes que l'histoire moderne a générés. Je pense à l'économie; à la politique; à l'administration; à la culture, où j'inclus aussi l'éducation et la réflexivité.

On ne peut pas isoler un système qui soit autoexplicatif et aucune crise qui explique toutes les autres (voir Andrei Marga, *Die kulturelle Wende...*, Cluj University Press, 2005). L'approche interactionniste que j'ai en vue contient quatre théorèmes qui font revenir sur terre nos réflexions. Ils ouvrent la chance du dénouement pratique des crises actuelles.

La première : il n'y a pas de solution aux crises sans revenir à l'individu comme fondement de la société. Une société où des structures anonymisées (le bureaucratisme) prennent les décisions n'est pas sans crises.

La deuxième : il n'existe pas de solution aux crises si la démocratie ne représente pas le cadre de la formation de la volonté politique. Une société qui soustrait les décisions majeures au débat public entre sous la main des «forces occultes», ce qui ne peut pas résoudre les crises.

La troisième : il n'y a pas de solution aux crises sans la réaffirmation de l'État national. Il nous suffit d'observer que ni l'individualisation ni la démocratie (Pierre Manent, *La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, Gallimard, Paris, 2006) ne sont possibles en dehors de l'État national.

La quatrième : il y a des valeurs internationales – l'État de droit et la morale universaliste, par exemple – mais elles ne peuvent être converties dans des formes vivantes dans la vie des gens sans l'action dans le cadre national. Comme le montrent des analyses récentes, le soutien de l'extérieur de certains groupes considérés porteurs

de progrès ne donne pas de résultats, car ceux-ci peuvent eux aussi se pervertir (Sarah Chayes, *Thieves of State. Why Corruption Threatens Global Security*, W.W.Norton & Company, New York, London, 2015). Ne donne non plus de résultats l'intervention externe, soit-elle même motivée par l'intention du soutien de la démocratie, car celle-ci également peut se convertir insensiblement en domination (Dorothea Gedeke, *Politik der Beherrschung. Eine kritische Theorie externer Demokratieförderung*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2017). Les crises d'une société ne peuvent que se prolonger si ses décideurs n'ont d'autre projet que la soumission docile à des recommandations extérieures (Andrei Marga, *România în Europa actuală – La Roumanie dans l'Europe actuelle*, Libris, Braşov, 2019), et ceux de l'extérieur, ne connaissant pas la situation locale, n'ont pas de solutions adéquates. L'État national ne signifie pas automatiquement nationalisme. Il reste une organisation de la société moderne avancée (Andrei Marga, *Identitate națională și modernitate [Identité nationale et modernité]*, Libris, Braşov, 2018), puisque nous ne sommes pas dans une époque postnationale. Même la construction de la globalisation a des racines dans l'action d'États nationaux. L'État national implique une identité, mais celle-ci n'est pas, de par sa nature, colorée ethniquement et limitative.

Je suis d'avis que le moment est arrivé de penser les réalités de la perspective de la ressource temps – non seulement de cette perspective, mais tout d'abord de cette perspective. Sous cet aspect, il vaut la peine de tirer des enseignements de l'initiative (Lee Smolin, *Time Reborn. From the Crisis in Physics to the Future of the Universe*, Houghton Mifflin Harcourt, New York, 2013) de revisiter la théorie de la relativité d'Einstein et de sortir le tableau du monde de la subordination par rapport à l'espace. Le temps long reste important, mais subordonné au temps de la vie des hommes. À partir de ce temps, nous avons besoin de cohérence dans notre réflexion et nos actions.

Nous avons des raisons de regarder avec confiance ce que l'avenir nous réserve. Mais il faut ajouter immédiatement qu'aucune confiance ne peut être confirmée si l'on n'agit

pas d'une manière informée, qualifiée et sage. Que nos aspirations présentes soient accomplies et que tous ceux qui sont présents aient des raisons de dire que leur vie est telle qu'ils l'ont conçue! Merci de votre attention!